

A LIRE OU A CONNAITRE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES. - Les Français à l'étranger et la Révolution. - Direction des Archives de Nantes. 1989. - 216 p.

Un nouveau fonds d'archives est désormais accessible au Centre des Archives diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères à Nantes. Dans cette année de commémoration du bicentenaire, il était opportun d'élaborer un sondage dans les archives rapatriées des postes diplomatiques et consulaires français à l'étranger.

Ce sondage est l'objet du présent ouvrage, qui met en valeur les différentes réactions des français à l'étranger face à la Révolution. Le tableau offert est à la fois vivant et varié : on y trouve des témoignages personnels, des actes de chancelleries, des lettres de savants, enthousiastes ou critiques à l'égard du grand événement que fut la Révolution. Des textes concernent par exemple la grande fête de la Fédération ou la Terreur à Tunis, le banquet civique des patriotes de New-York, le décadî à Constantinople ou l'expédition d'Egypte.

ALAYA (Hachemi). - L'économie tunisienne - Réalités et voies pour l'avenir. - Tunis : Afkar wa Ich-Haar éditeur, 1989. - 241 p.

Agrégé d'économie, et président de l'Université Tunis III, H. Alaya brosse un tableau concis mais sans complaisance de l'économie tunisienne. Dans un style clair, l'auteur se propose d'informer les citoyens des problèmes économiques et sociaux actuels afin de lui révéler les véritables enjeux de l'avenir.

H. Alaya insiste sur le caractère structurel de la crise économique qui manifeste les limites d'un modèle de croissance, reposant sur l'intervention de l'Etat. Dénonçant le manque de compétence économique de la classe politique, il remet en cause le rôle de l'Etat providence et demande une plus grande liberté pour les acteurs économiques et sociaux. Dans son bref survol de l'économie tunisienne, l'auteur souligne l'endettement du pays, le poids du chômage, le déficit alimentaire, la pression démographique. Afin de résoudre la crise, l'auteur préconise notamment une charte économique, un allègement de l'appareil bureaucratique, une modification des normes budgétaires, le guichet unique pour les PME, une promotion du capital risque, et l'affectation d'1% du PIB pour la recherche... L'auteur conclut sur les perspectives de l'UMA.

BEN HAMIDA (Abdesslem). - Le syndicalisme tunisien de la 2ème Guerre mondiale à l'autonomie interne. - Tunis : Université de Tunis I, 1989. - 435 p.

L'auteur décrit dans une 1ère partie le contexte socio-économique, les conditions politiques et la situation syndicale après-guerre. Il insiste par exemple sur la taille réduite des entreprises, le poids de la bourgeoisie française et la crise de l'artisanat. Dans une 2ème partie, il aborde la naissance et l'affirmation d'un syndicalisme national tunisien en évoquant les origines de l'UGTT, la formation du syndicat de la Cie Sfax-Gafsa. La partie suivante concerne le combat politique de l'UGTT, avec l'assassinat de Farhat Hached, les rapports avec les partis politiques comme le P.C. de Tunisie, les «partis destours» ou le parti socialiste SFIO.

A. Ben Hamida achève son ouvrage en expliquant les relations avec les autres syndicats tunisiens, la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) ou la CISI (Confédération Internationale des Syndicats Libres). Suivent des annexes avec quelques textes marquants sur l'histoire syndicale et 30 pages de bibliographie.

INSTITUT DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DU MAGHREB. IFID. Tunis. - Balances des paiements et mécanismes d'ajustement dans les pays du Maghreb. - Tunis : IFID, 1987. - 322 p.

Cet ouvrage regroupe les travaux du séminaire organisé conjointement par l'IFID et le FMA à Tunis du 10 au 14 septembre 1984. La première partie concerne la balance des paiements et les politiques d'ajustement. Un des articles étudie l'analyse comparative des balances de paiement des pays maghrébins. On y trouve des tableaux détaillés de ces balances allant de 1971 à 1981. Il est écrit par Mongi Safra, maître de conférence d'économie à l'IFID et par Mokhtar Souissi, assistant en économie dans le même institut. La deuxième partie aborde la politique de taux de change et les perspectives de coordination maghrébine. On y trouve notamment un article sur les perspectives de coordination des taux de change dans les pays du Maghreb, de Mustapha Kara, économiste au Fonds Monétaire Arabe. L'ouvrage s'achève avec une partie sur l'endettement extérieur et le rôle des institutions internationales. Un des participants, Christian A. François, directeur adjoint du département de l'Afrique au FMI, explique le rôle de son institution dans le processus d'ajustement économique.